
Quatrième session, vingt-neuvième Législature

Fourth Session, Twenty-Ninth Legislature

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Projet de loi 13

Bill 13

Loi modifiant la Loi du ministère de
l'agriculture et de la colonisation et abro-
geant certaines dispositions législatives

An Act to amend the Agriculture and
Colonization Department Act and to
repeal certain legislative provisions

Première lecture

First reading

M. TOUPIN

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC
CHARLES-HENRI DUBÉ
QUÉBEC OFFICIAL PUBLISHER

1973

Projet de loi 13

Loi modifiant la Loi du ministère de l'agriculture et de la colonisation et abrogeant certaines dispositions législatives

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1. Le titre de la Loi du ministère de l'agriculture et de la colonisation (Statuts refondus, 1964, chapitre 101) est remplacé par le suivant:

« **Loi du ministère de l'agriculture** ».

2. L'article 1 de ladite loi est modifié en retranchant, dans les première et deuxième lignes et dans les cinquième et sixième lignes, les mots « et de la colonisation ».

3. L'article 2 de ladite loi, modifié par l'article 20 du chapitre 68 des lois de 1968 et par l'article 15 du chapitre 54 des lois de 1972, est de nouveau modifié:

a) en remplaçant les trois premiers paragraphes par les suivants:

1° il conçoit des politiques et des mesures relatives à la production, la transformation, la distribution, la commercialisation et l'utilisation des produits agricoles et veille à leur mise en œuvre;

2° il exécute ou fait exécuter, pour les fins visées au paragraphe 1°, des recherches, études, enquêtes et inventaires;

3° il constitue, aux conditions qu'il détermine, les comités consultatifs ou techniques nécessaires à l'élaboration ou à

Bill 13

An Act to amend the Agriculture and Colonization Department Act and to repeal certain legislative provisions

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

1. The title of the Agriculture and Colonization Department Act (Revised Statutes, 1964, chapter 101) is replaced by the following:

“**Agriculture Department Act**”.

2. Section 1 of the said act is amended by striking out the words “and Colonization” in the first and second lines and in the fifth line.

3. Section 2 of the said act, amended by section 20 of chapter 68 of the statutes of 1968 and by section 15 of chapter 54 of the statutes of 1972, is again amended:

(a) by replacing the first three paragraphs by the following:

(1) he shall devise and see to the implementation of policies and measures respecting the production, processing, distribution, marketing and use of agricultural products;

(2) he shall effect or cause to be effected, for the purposes contemplated in paragraph 1, research, studies, inquiries and inventories;

(3) he shall establish, on the conditions he determines, the advisory or technical committees necessary to elaborate or

NOTES EXPLICATIVES

L'article 1 de ce projet remplace le titre de la Loi du ministère de l'agriculture et de la colonisation par le titre Loi du ministère de l'agriculture.

L'article 2 est de concordance.

L'article 3 précise certaines fonctions du ministre et prévoit notamment qu'il conçoit des politiques et des mesures relatives à la production, la transformation, la distribution, la commercialisation et l'utilisation des produits agricoles et qu'il veille à leur exécution.

L'article 4 abroge l'article 3 de la Loi du ministère de l'agriculture.

L'article 5 est de concordance.

L'article 6 prévoit qu'un document n'engage le ministère que s'il est signé par le ministre ou le sous-ministre ou, dans la mesure déterminée par le lieutenant-gouverneur en conseil, par un fonctionnaire. Cet article prévoit de plus que le lieutenant-gouverneur en conseil peut, aux conditions et sur les documents qu'il détermine, permettre que la signature du ministre, sous-ministre ou fonctionnaire soit apposée au moyen d'un appareil automatique.

L'article 7 précise que le droit du ministre, ou des officiers du ministère qu'il délègue, de passer sur une propriété privée, doit être exercé lorsque cela s'avère nécessaire pour l'exercice d'une fonction ou d'un pouvoir prévu par une loi dont le ministre est chargé de l'application.

L'article 8 est de concordance.

L'article 9 précise les fins pour lesquelles le ministre peut négocier avec le gouvernement du Canada.

L'article 10 prévoit des pénalités dans le cas d'une fausse déclaration pour l'obtention d'aide financière ou d'une somme d'argent.

EXPLANATORY NOTES

Section 1 of this bill replaces the title of the Agriculture and Colonization Department Act by the title, Agriculture Department Act.

Section 2 is a concordance provision.

Section 3 clarifies some of the duties of the Minister and provides, in particular, that he will devise policies and measures concerning the production, processing, distribution, marketing and utilization of farm products, and supervise their execution.

Section 4 repeals section 3 of the Agriculture Department Act.

Section 5 is a concordance provision.

Section 6 provides that the Department will only be bound by documents bearing the signature of the Minister or the Deputy Minister, or, within limits set by the Lieutenant-Governor in Council, of an officer. The Lieutenant-Governor in Council may authorize the use of an automatic device to affix these signatures to any documents he indicates, on any conditions he may make.

Section 7 specifies that the Minister, or Department officers representing him, are to exercise his right to enter on private property when the execution of any duty or authority under an act he must apply makes this necessary.

Section 8 is a concordance provision.

Section 9 sets out the objects negotiable by the Minister with the Government of Canada.

Section 10 provides penalties where persons make false statements to obtain financial assistance or amounts of money.

l'exécution des politiques et mesures visées au paragraphe 1°; »;

b) en retranchant, dans les neuvième et dixième lignes du paragraphe 5°, les mots « ou de la colonisation »;

c) en remplaçant le paragraphe 7° par le suivant:

« 7° il s'acquitte des autres fonctions et exerce les autres pouvoirs déterminés par le lieutenant-gouverneur en conseil. »

4. L'article 3 de ladite loi est abrogé.

5. L'article 8 de ladite loi est modifié en retranchant dans la troisième ligne les mots « et de la colonisation ».

6. L'article 13 de ladite loi est remplacé par le suivant:

« **13.** Nul acte, document ou écrit n'engage le ministère, ni ne peut être attribué au ministre, s'il n'est signé par lui, par le sous-ministre ou un fonctionnaire mais uniquement, dans le cas de ce dernier, dans la mesure déterminée par règlement du lieutenant-gouverneur en conseil publié dans la *Gazette officielle du Québec*.

Le lieutenant-gouverneur en conseil peut toutefois permettre, aux conditions qu'il fixe, que la signature requise soit apposée au moyen d'un appareil automatique sur les documents qu'il détermine.

Le lieutenant-gouverneur en conseil peut également permettre qu'un fac-similé de la signature requise soit gravé, lithographié ou imprimé sur les documents qu'il détermine; dans ce cas, le fac-similé a la même valeur que la signature elle-même si le document est contresigné par une personne autorisée par le ministre. »

7. L'article 15 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans les cinquième, sixième, septième et huitième lignes, les mots « en vue de faire la classification de ces propriétés, si la chose est jugée nécessaire pour des fins d'agriculture ou de colonisation » par les mots « si cela est jugé nécessaire pour l'exercice d'une fonction ou d'un pouvoir prévu par une loi dont le ministre est chargé de l'application ».

carry out the policies and measures contemplated in paragraph 1°; »;

(b) by striking out the words "or colonization" in the tenth line of paragraph 5;

(c) by replacing paragraph 7 by the following:

"(7) he shall fulfil the other duties and exercise the other powers determined by the Lieutenant-Governor in Council."

4. Section 3 of the said act is repealed.

5. Section 8 of the said act is amended by striking out the words "and colonization" in the third line.

6. Section 13 of the said act is replaced by the following:

"**13.** No deed, document or writing is binding upon the Department or attributable to the Minister unless signed by him, the Deputy Minister or an officer and only, in the last case, to the extent determined by regulation of the Lieutenant-Governor in Council published in the *Québec Official Gazette*.

The Lieutenant-Governor in Council may, however, on the conditions fixed by him, allow the required signature to be affixed by means of an automatic device to such documents as he determines.

The Lieutenant-Governor in Council may also allow a facsimile of the required signature to be engraved, lithographed or printed on such documents as he determines; in such case, the facsimile has the same validity as the signature itself if the document is countersigned by a person authorized by the Minister."

7. Section 15 of the said act is amended by replacing the words "with a view to making a classification of such property, if necessary to do so for purposes of agriculture or colonization" in the sixth, seventh and eighth lines by the words "if that is considered necessary to exercise a duty or power provided by an act whose application is entrusted to the Minister".

L'article 11 est de concordance.

L'article 12 porte de \$1,000,000 à \$4,000,000 le fonds annuel que le lieutenant-gouverneur en conseil peut affecter à des garanties ou avances aux sociétés coopératives agricoles et il prévoit en plus que ces garanties ou avances peuvent être consenties à toute autre corporation exerçant des activités similaires à celles d'une société coopérative.

L'article 13 abroge les articles 22 à 26 de la Loi du ministère de l'agriculture.

L'article 14 est de concordance.

L'article 15 étend à toutes les municipalités l'application de l'article 27 de la Loi du ministère de l'agriculture. Il précise de plus la définition du mot « drainage » et de l'expression « travaux de drainage ».

L'article 16 est de concordance.

L'article 17 permet au ministre d'élaborer des plans, programmes ou projets propres à favoriser dans une zone qu'il désigne le redressement ou le développement de l'agriculture, une meilleure utilisation ou conservation des ressources agricoles ou la création, l'extension, le regroupement et la modernisation des entreprises de traitement ou de transformation des produits agricoles.

L'article 18 fait disparaître une autorisation superflue.

L'article 19 prévoit que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra confier à un organisme gouvernemental, aux conditions qu'il détermine, la direction et l'exécution d'un plan, programme ou projet élaboré par le ministre pour les fins déjà mentionnées dans la note explicative sur l'article 17.

L'article 20 abroge l'article 34 de la Loi du ministère de l'agriculture.

L'article 21 abroge certaines dispositions législatives.

Les articles 22, 23 et 24 sont de concordance.

Section 11 is a concordance provision.

Section 12 increases the funds the Lieutenant-Governor in Council may annually apply to guarantees or advances to agricultural cooperative associations from \$1,000,000 to \$4,000,000, and authorizes such guarantees or advances to any corporation whose activities are like those of a cooperative association.

Section 13 repeals sections 22 to 26 of the Agriculture Department Act.

Section 14 is a concordance provision.

Section 15 extends the application of section 27 of the Agriculture Department Act to all municipalities. It also clarifies the definitions of "drainage" and "drainage works".

Section 16 is a concordance provision.

Section 17 authorizes the Minister to formulate suitable plans, programs or projects for any zone he designates, for agricultural recovery or development, to make better use of or conserve agricultural resources, or to establish, enlarge, regroup or modernize agricultural produce packing or processing plants.

Section 18 does away with a superfluous authorization.

Section 19 authorizes the Lieutenant-Governor in Council to assign the management and implementation of any plan, program or project he has formulated for the objects mentioned in the note on section 17 to a government body, on the conditions he may make.

Section 20 repeals section 34 of the Agriculture Department Act.

Section 21 repeals a number of legislative provisions.

Sections 22, 23 and 24 are concordance provisions.

8. L'article 17 de ladite loi est modifié:

a) en insérant, dans la treizième ligne du premier alinéa, après le mot « agricole », les mots « ou de transformation, distribution ou commercialisation de produits agricoles »;

b) en retranchant, dans la vingt et unième ligne du premier alinéa, les mots « ou de la colonisation ».

9. L'article 18 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans la septième ligne, les mots « la colonisation » par les mots « la transformation, distribution ou commercialisation des produits agricoles ».

10. Ladite loi est modifiée en insérant, après l'article 18, le suivant:

« **18a.** Une personne qui fait une fausse déclaration pour l'obtention d'une subvention, avance ou garantie d'emprunt visée par la présente loi ou d'une somme payable aux termes d'une mesure d'assistance, d'un plan, programme ou projet, commet une infraction et est passible, pour une première infraction, d'une amende de \$500 et, pour toute récidive dans les deux ans, d'une amende \$1,000.

Les poursuites en vertu du présent article sont intentées suivant la Loi des poursuites sommaires (chap. 35) et la deuxième partie de cette loi s'y applique. »

11. Le titre de la section IV de ladite loi est remplacé par le suivant:

« AIDE AUX ENTREPRISES ».

12. L'article 19 de ladite loi, modifié par l'article 1 du chapitre 40 des lois de 1969, est de nouveau modifié:

a) en remplaçant les première et deuxième lignes par les mots « Un fonds annuel de quatre millions de dollars est créé depuis le 1^{er} avril 1973 »;

b) en ajoutant, à la fin, les mots « ou à toute autre corporation exerçant des activités similaires. ».

13. Les sections V, VI et VII de ladite loi comprenant les articles 22 à 26 sont abrogées.

8. Section 17 of the said act is amended:

(a) by inserting after the word "industry" in the twelfth line of the first paragraph the words "or the processing, distribution or marketing of agricultural products";

(b) by striking out the words "or colonization" in the twentieth line of the first paragraph.

9. Section 18 of the said act is amended by replacing the word "colonization" in the seventh line by the words "the processing, distribution or marketing of agricultural products".

10. The said act is amended by inserting after section 18 the following:

« **18a.** Every person who makes a false declaration to obtain a grant, advance or security for a loan contemplated by this act or an amount payable as assistance under a plan, program or project, commits an offence and is liable for the first offence to a fine of \$500 and, for any subsequent offence within two years, to a fine of \$1,000.

Proceedings under this section are taken under the Summary Convictions Act (Chap. 35) and Part II of that act applies thereto."

11. The title of Division IV of the said act is replaced by the following:

"AID TO UNDERTAKINGS".

12. Section 19 of the said act, amended by section 1 of chapter 40 of the statutes of 1969, is again amended:

(a) by replacing the first three lines by the words "An annual fund of four million dollars is created dating from the 1st of April, 1973, and the Lieutenant-Governor";

(b) by adding at the end the words "or to any other corporation engaged in similar activities."

13. Divisions V, VI and VII of the said act comprising sections 22 to 26 are repealed.

14. La mention « Section VIII » de ladite loi et le titre de cette section, précédant l'article 27, sont remplacés par les mention et titre suivants:

« SECTION V

« EXÉCUTION DE TRAVAUX DE DRAINAGE ».

15. L'article 27 de ladite loi est modifié:

a) en retranchant, dans les quatrième et cinquième lignes du paragraphe 1, les mots « dont l'exécution a été décrétée en vertu du Code municipal »;

b) en remplaçant le paragraphe 3 par le suivant:

« 3. Dans la présente section le mot « drainage » signifie toute canalisation en surface ou souterraine servant principalement en matière d'hydraulique agricole, à l'approvisionnement, à l'irrigation et à l'assainissement de fonds de terre des fermes et comprend les cours d'eau naturels et artificiels utilisés aux mêmes fins.

L'expression « travaux de drainage » comprend, en outre des opérations nécessaires à la préparation ou à l'élaboration de plans et devis, tous les travaux nécessaires au drainage, notamment le régalaie des déblais, l'enlèvement des obstacles, l'aménagement, l'amélioration, l'entretien et, s'il y a lieu, l'exploitation d'un réseau d'irrigation ou d'assainissement des terres ou de tout autre ouvrage hydraulique nécessaire au drainage ou à l'irrigation des terres. »

16. La mention « Section IX » de ladite loi et le titre de cette section, précédant l'article 28, sont remplacés par les mention et titre suivants:

« SECTION VI

« DU DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR AGRICOLE ».

17. L'article 28 de ladite loi, remplacé par l'article 12 du chapitre 16 des lois de 1969, est de nouveau remplacé par le suivant:

« **28.** Le ministre peut élaborer des plans, programmes ou projets propres à favoriser dans une zone qu'il désigne le

14. The heading "Division VIII" of the said act and the title of that division, preceding section 27, are replaced by the following heading and title:

"DIVISION V

"EXECUTION OF DRAINAGE WORKS".

15. Section 27 of the said act is amended:

(a) by striking out the words "the execution of which has been ordered under the Municipal Code" in the fourth and fifth lines of subsection one;

(b) by replacing subsection 3 by the following:

"(3) In this division, the word "drainage" means any surface or underground conduits used chiefly for agricultural hydraulics for the supplying, irrigation and draining of farm land and includes natural and artificial watercourses used for those purposes.

The expression "drainage works" includes, in addition to the actions necessary to prepare and draft plans and specifications, all work required for drainage, in particular, the levelling of excavated material, the removal of obstacles, the arranging, improvement, maintenance and, if applicable, the operation of a land irrigation or drainage system or any other hydraulic works necessary for the drainage or irrigation of land."

16. The heading "Division IX" of the said act and the title of that division, preceding section 28, are replaced by the following heading and title:

"DIVISION VI

"AGRICULTURAL DEVELOPMENT".

17. Section 28 of the said act, replaced by section 12 of chapter 16 of the statutes of 1969, is again replaced by the following:

"**28.** The Minister may prepare plans, programs or projects to encourage, in any zone he designates, the recovery or devel-

redressement ou le développement de l'agriculture, une meilleure utilisation ou conservation des ressources agricoles ou la création, l'extension, le regroupement et la modernisation des entreprises de traitement ou de transformation des produits agricoles. »

18. L'article 30 de ladite loi, remplacé par l'article 12 du chapitre 16 des lois de 1969, est modifié en retranchant, dans les première et deuxième lignes, ce qui suit: « , avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, ».

19. L'article 31 de ladite loi, remplacé par l'article 12 du chapitre 16 des lois de 1969, est de nouveau remplacé par le suivant:

« **31.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, aux conditions qu'il détermine, confier la direction et l'exécution d'un plan, programme ou projet, à un organisme gouvernemental qu'il désigne.

L'organisme désigné peut, à ces fins, exercer tout pouvoir prévu aux articles 29 et 30 que lui confère le lieutenant-gouverneur en conseil.

Les biens qu'il acquiert ou possède pour les fins de son mandat font partie du domaine public, mais l'exécution des obligations qu'il contracte à ces fins peut être poursuivie sur ces biens.

L'organisme désigné n'engage que lui-même lorsqu'il agit en son propre nom. »

20. La section x de ladite loi intitulée « De l'aide à la vente des produits agricoles », comprenant l'article 34, est abrogée.

21. La Loi visant à améliorer la qualité du porc à la ferme (1965, 1^{re} session, chapitre 42), la Loi visant à améliorer la qualité des agneaux à la ferme (1965, 1^{re} session, chapitre 43) et la Loi visant à améliorer la qualité du lait destiné à la fabrication (1965, 1^{re} session, chapitre 47) sont abrogées.

22. Dans toute loi ou proclamation, tout arrêté en conseil, contrat ou document les expressions « ministre de l'agriculture et de la colonisation », « ministère

opment of agriculture, a better use or conservation of agricultural resources or the setting up, extension, consolidation and modernization of plants to prepare and process agricultural products.' »

18. Section 30 of the said act, replaced by section 12 of chapter 16 of the statutes of 1969, is amended by striking out the words "With the authorization of the Lieutenant-Governor in Council," in the first and second lines.

19. Section 31 of the said act, replaced by section 12 of chapter 16 of the statutes of 1969, is again replaced by the following:

« **31.** The Lieutenant-Governor in Council may, on the conditions he determines, entrust any government body he designates with the management and carrying out of a plan, program or project.

The body so designated may for such purposes exercise any power provided in sections 29 and 30 which the Lieutenant-Governor in Council confers on it.

The property the body acquires or owns for its mandate forms part of the public domain, but execution for obligations it contracts for those purposes may be taken against that property.

The designated body binds only itself when it acts in its own name. »

20. Division x of the said act entitled "Promotion of Sale of Agricultural Products", consisting of section 34, is repealed.

21. The Act to improve the quality of hogs on the farm (1965, 1st session, chapter 42), the Act to improve the quality of lambs on the farm (1965, 1st session, chapter 43) and the Act to improve the quality of milk for manufacturing (1965, 1st session, chapter 47) are repealed.

22. In any act, proclamation, order in council, contract or document the expressions "Minister of Agriculture and Colonization", "Department of Agricul-

de l'agriculture et de la colonisation » et « sous-ministre de l'agriculture et de la colonisation » désignent respectivement le « ministre de l'agriculture », le « ministère de l'agriculture » et le « sous-ministre de l'agriculture ».

Sont notamment ainsi modifiées:

1° la Loi des terres de colonisation (Statuts refondus, 1964, chapitre 102);

2° la Loi de l'acquisition de certaines terres pour fins de colonisation (Statuts refondus, 1964, chapitre 103);

3° la Loi des sociétés de colonisation (Statuts refondus, 1964, chapitre 104);

4° la Loi du mérite du défricheur (Statuts refondus, 1964, chapitre 107);

5° la Loi du crédit agricole (Statuts refondus, 1964, chapitre 108);

6° la Loi de l'amélioration des fermes (Statuts refondus, 1964, chapitre 109);

7° la Loi des sociétés d'agriculture (Statuts refondus, 1964, chapitre 112);

8° la Loi des cercles agricoles (Statuts refondus, 1964, chapitre 113);

9° la Loi des sociétés d'horticulture (Statuts refondus, 1964, chapitre 114);

10° la Loi des syndicats d'élevage (Statuts refondus, 1964, chapitre 115);

11° la Loi des sociétés agricoles et laitières (Statuts refondus, 1964, chapitre 116);

12° la Loi de l'École de laiterie et des écoles moyennes d'agriculture (Statuts refondus, 1964, chapitre 117);

13° la Loi des produits agricoles et des aliments (Statuts refondus, 1964, chapitre 119);

14° la Loi des marchés agricoles (Statuts refondus, 1964, chapitre 120);

15° la Loi des sociétés de fabrication de beurre et de fromage (Statuts refondus, 1964, chapitre 125);

16° la Loi de la protection sanitaire des animaux (Statuts refondus, 1964, chapitre 126);

17° la Loi de la protection des animaux pur sang (Statuts refondus, 1964, chapitre 127);

18° la Loi des abeilles (Statuts refondus, 1964, chapitre 128);

19° la Loi de la protection des plantes (Statuts refondus, 1964, chapitre 129);

ture and Colonization" and "Deputy Minister of Agriculture and Colonization" mean the "Minister of Agriculture", the "Department of Agriculture" and the "Deputy Minister of Agriculture" respectively.

The following in particular are so amended:

(1) the Colonization Land Sales Act (Revised Statutes, 1964, chapter 102);

(2) the Colonization Land Acquisition Act (Revised Statutes, 1964, chapter 103);

(3) the Colonization Societies Act (Revised Statutes, 1964, chapter 104);

(4) the Pioneering Merit Act (Revised Statutes, 1964, chapter 107);

(5) the Farm Credit Act (Revised Statutes, 1964, chapter 108);

(6) the Farm Improvement Act (Revised Statutes, 1964, chapter 109);

(7) the Agricultural Societies Act (Revised Statutes, 1964, chapter 112);

(8) the Farmers' Clubs Act (Revised Statutes, 1964, chapter 113);

(9) the Horticultural Societies Act (Revised Statutes, 1964, chapter 114);

(10) the Stock-breeding Syndicates Act (Revised Statutes, 1964, chapter 115);

(11) the Farmers' and Dairymen's Associations Act (Revised Statutes, 1964, chapter 116);

(12) the Dairy and Agricultural Schools Act (Revised Statutes, 1964, chapter 117);

(13) the Agricultural Products and Food Act (Revised Statutes, 1964, chapter 119);

(14) the Agricultural Marketing Act (Revised Statutes, 1964, chapter 120);

(15) the Butter and Cheese Societies Act (Revised Statutes, 1964, chapter 125);

(16) the Animal Health Protection Act (Revised Statutes, 1964, chapter 126);

(17) the Thoroughbred Cattle Act (Revised Statutes, 1964, chapter 127);

(18) the Bees Act (Revised Statutes, 1964, chapter 128);

(19) the Plant Protection Act (Revised Statutes, 1964, chapter 129);

20° la Loi des abus préjudiciables à l'agriculture (Statuts refondus, 1964, chapitre 130);

21° la Loi du mérite agricole (Statuts refondus, 1964, chapitre 132);

22° la Loi de l'assurance-récolte (1966/1967, chapitre 44);

23° la Loi favorisant l'aménagement et la modernisation d'usines laitières régionales (1966/1967, chapitre 46);

24° la Loi favorisant la mise en valeur des exploitations agricoles (1969, chapitre 44);

25° la Loi des produits laitiers et de leurs succédanés (1969, chapitre 45);

26° la Loi concernant la Fédération des producteurs d'œufs de consommation du Québec (1970, chapitre 31);

27° la Loi des producteurs agricoles (1972, chapitre 37);

28° la Loi favorisant un crédit spécial pour les producteurs agricoles au cours de périodes critiques (1972, chapitre 39).

23. L'article 4 de la Loi de l'exécutif (Statuts refondus, 1964, chapitre 9), modifié par l'article 19 du chapitre 16 des lois de 1965 (1^{re} session), par l'article 4 du chapitre 23 et l'article 17 du chapitre 72 des lois de 1966/1967, par l'article 18 du chapitre 68 des lois de 1968, par l'article 13 du chapitre 14, l'article 7 du chapitre 26 et l'article 13 du chapitre 65 des lois de 1969, par l'article 12 du chapitre 42 des lois de 1970, par l'article 1 du chapitre 10 des lois de 1971, par l'article 13 du chapitre 54 des lois de 1972 et par l'article 13 du chapitre (*insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi 222*) des lois de 1973, est de nouveau modifié en remplaçant le paragraphe 10° par le suivant:

« 10° Un ministre de l'agriculture; ».

24. L'article 1 de la Loi des ministères (Statuts refondus, 1964, chapitre 15), modifié par l'article 20 du chapitre 16 des lois de 1965 (1^{re} session), par l'article 5 du chapitre 23 et l'article 18 du chapitre 72 des lois de 1966/1967, par l'article 19 du chapitre 68 des lois de 1968, par l'article 16 du chapitre 14, l'article 9 du chapitre 26 et l'article 14 du chapitre 65 des lois de 1969, par l'article 13 du chapitre 42 des lois de 1970, par l'article 14 du

(20) the Agricultural Abuses Act (Revised Statutes, 1964, chapter 130);

(21) the Agricultural Merit Act (Revised Statutes, 1964, chapter 132);

(22) the Crop Insurance Act (1966/1967, chapter 44);

(23) the Act to promote the development and modernization of regional dairies (1966/1967, chapter 46);

(24) the Act to promote the development of agricultural exploitations (1969, chapter 44);

(25) the Dairy Products and Dairy Products Substitutes Act (1969, chapter 45);

(26) the Act respecting the Eggs for Consumption Producers' Federation (1970, chapter 31);

(27) the Farm Producers Act (1972, chapter 37);

(28) the Act to promote special credit to agricultural producers during critical periods (1972, chapter 39).

23. Section 4 of the Executive Power Act (Revised Statutes, 1964, chapter 9), amended by section 19 of chapter 16 of the statutes of 1965 (1st session), section 4 of chapter 23 and section 17 of chapter 72 of the statutes of 1966/1967, section 18 of chapter 68 of the statutes of 1968, section 13 of chapter 14, section 7 of chapter 26 and section 13 of chapter 65 of the statutes of 1969, section 12 of chapter 42 of the statutes of 1970, section 1 of chapter 10 of the statutes of 1971, section 13 of chapter 54 of the statutes of 1972 and section 13 of chapter (*insert here chapter number of Bill 222*) of the statutes of 1973, is again amended by replacing paragraph 10 by the following:

"(10) A Minister of Agriculture;"

24. Section 1 of the Government Departments Act (Revised Statutes, 1964, chapter 15), amended by section 20 of chapter 16 of the statutes of 1965 (1st session), section 5 of chapter 23 and section 18 of chapter 72 of the statutes of 1966/1967, section 19 of chapter 68 of the statutes of 1968, section 16 of chapter 14, section 9 of chapter 26 and section 14 of chapter 65 of the statutes of 1969, section 13 of chapter 42 of the statutes of 1970,

chapitre 54 des lois de 1972 et par l'article 14 du chapitre (*insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi 222*) des lois de 1973, est de nouveau modifié en remplaçant le paragraphe 10° par le suivant:

« 10° Le ministère de l'agriculture, dirigé par le ministre de l'agriculture; ».

25. La présente loi entrera en vigueur à la date qui sera fixée par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil.

section 14 of chapter 54 of the statutes of 1972 and section 14 of chapter (*insert here chapter number of Bill 222*) of the statutes of 1973, is again amended by replacing paragraph 10 by the following:

“(10) The Department of Agriculture, presided over by the Minister of Agriculture;”.

25. This act shall come into force on a date to be fixed by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council.